

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 10/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/04/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SITA IDF Porcheville (ex DEXEL)

Rue Ozanne
ZI DE LIMAY PORCHEVILLE
78440 Porcheville

Code AIOT : 0006503459

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/04/2024 dans l'établissement SITA IDF Porcheville (ex DEXEL) implanté Rue Ozanne ZI de Limay Porcheville 78440 Porcheville. L'inspection a été annoncée le 08/04/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SITA IDF Porcheville (ex DEXEL)
- Rue Ozanne ZI de Limay Porcheville 78440 Porcheville
- Code AIOT : 0006503459
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SUEZ RV exploite une installation de regroupement/transit de déchets non dangereux sur le territoire de la commune de Porcheville.

Thèmes de l'inspection :

- AN24 Trackdéchets RNDTS
- AN24 Trafic D3E
- Déchets
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Contrat avec un éco-organisme	Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1	Demande d'action corrective	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Changement d'exploitant	Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-68	Sans objet
2	Déclaration GERP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Sans objet
4	Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants	Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45	Sans objet
5	Moyens de lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 04/08/2006, article 7.6.3	Sans objet
6	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 04/08/2006, article 7.3.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées note qu'un certain nombre de non-conformités relevées lors de la dernière inspection en 2019 ont pu être levées. Elle relève une non-conformité concernant la contractualisation avec un éco-organisme agréé pour la reprise des déchets d'équipements électriques et électroniques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Changement d'exploitant

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/03/2017, article R. 512-68
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions de l'article R. 181-47, et sauf dans le cas prévu à l'article R. 516-1, lorsqu'une installation classée soumise à enregistrement ou à déclaration change d'exploitant, le nouvel exploitant en fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation. Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national de cette déclaration et précise les conditions dans lesquelles elle est transmise par voie électronique. Cette déclaration mentionne, s'il s'agit d'une personne physique, les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant et, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique, l'adresse de son siège social ainsi que la qualité du déclarant. Pour les installations prévues à l'article R. 512-55, la déclaration est accompagnée d'un justificatif de réalisation du dernier contrôle périodique. Il est délivré un récépissé sans frais de cette déclaration.
Constats : L'exploitant indique lors de la visite d'inspection que le changement de dénomination sociale a bien été fait suite à la visite d'inspection du 16 mai 2019, l'équipe d'inspection n'a cependant pas retrouvé trace d'une telle déclaration. L'exploitant transmet par courriel du 28 mai 2024 l'extrait Kbis de la société SUEZ RV Île-de-France. Il indique par ailleurs que le n°SIRET de la société exploitante est le 66201448900196. L'Inspection des installations classées prend acte du changement de dénomination sociale de l'entreprise et ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Déclaration GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
Thème(s) : Autre, Déclaration GEREP
Prescription contrôlée : II.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/ an. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : -les quantités de déchets non dangereux générés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure à 2 000 t/ an. Cette déclaration comprend : -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la

<p>décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ;</p> <ul style="list-style-type: none"> -la quantité par nature du déchet ; -le nom et l'adresse de l'entreprise vers laquelle le déchet est expédié ; -le mode de valorisation ou d'élimination réalisé par la société susmentionnée, selon les codes spécifiques de l'annexe IV. <p>III.-L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou Ib assurant le stockage, transit, regroupement ou traitement y compris le tri de déchets dangereux déclare chaque année au ministre en charge des installations classées, les quantités admises et éventuellement traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage, l'incinération, le compostage, la méthanisation de déchets non dangereux ou le traitement de déchets non dangereux permettant de bénéficier de la procédure de sortie du statut de déchet déclare chaque année au ministre chargé des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b assurant le stockage de déchets inertes déclare chaque année au ministre en charge des installations classées les quantités admises et traitées sur le site.</p> <p>Cette déclaration comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> -la nature du déchet (code du déchet au regard de la nomenclature définie à l'annexe de la décision 2000/532/ CE dans sa version modifiée par la décision 2014/955/ UE susvisée) ; -la quantité par nature du déchet ; -l'origine géographique des déchets par nature du déchet ; -le mode de valorisation ou l'élimination selon les codes spécifiques de l'annexe IV ; -les déchets ayant bénéficié de la procédure de sortie du statut de déchet tel que mentionné à l'article L. 541-4-3.
<p>Constats :</p> <p>L'Inspection des installations classées constate que l'exploitant a créé un compte GEREP pour son établissement et que la déclaration GEREP de l'établissement a été complétée à 100 % pour l'année 2023 dans l'application GEREP.</p> <p>L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Contrat avec un éco-organisme

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2021, article R. 543-200-1
Thème(s) : Actions nationales 2024, Contrat avec un éco-organisme
Prescription contrôlée : I. – Au sens du présent article, on entend par : 1° " Opérateur de transit " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, sans réaliser d'autre opération qu'une rupture de charge et un entreposage temporaire dans l'attente de la reprise de ces déchets et de leur évacuation vers une installation de gestion des déchets ; 2° " Opérateur de regroupement " : un opérateur recevant des déchets et les réexpédiant, après avoir procédé à leur déconditionnement et reconditionnement pour constituer des lots de tailles plus importantes. II. – Pour l'application de l'article L. 541-10-20, un opérateur de gestion de déchets ne peut gérer des déchets d'équipements électriques et électroniques que s'il a conclu préalablement un contrat écrit relatif à la gestion de ces déchets, soit avec un éco-organisme agréé, soit avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé, soit, pour ce qui concerne un opérateur de collecte, de transit ou de regroupement, avec un opérateur de traitement, auquel il remet les déchets concernés, ayant lui-même conclu un contrat entrant dans le champ des deux alinéas précédents. Dans ce cas, l'opérateur de traitement fournit à l'opérateur de collecte, de transit ou de regroupement un document justificatif de l'existence et de l'adéquation du contrat. III. – Le contrat mentionné au II est conclu avec un éco-organisme agréé pour la catégorie de déchets concernés ou avec un producteur ayant mis en place un système individuel agréé pour les déchets issus de ses produits. IV. – Un arrêté conjoint des ministres chargés de l'environnement et de l'industrie définit les dispositions et clauses minimales devant figurer dans les contrats et les documents justificatifs mentionnés au II. V. – Tout opérateur mentionné au II du présent article est tenu de présenter les contrats ou les documents justificatifs exigés à ce II, à la demande de tout inspecteur de l'environnement au sens du I de l'article L. 172-1. S'il est constaté qu'un opérateur mentionné au II gère des déchets sans disposer préalablement des contrats ou des justificatifs nécessaires, le préfet du département où exerce l'opérateur concerné l'avise des faits qui lui sont reprochés et de la sanction qu'il encourt. L'intéressé est mis à même de présenter ses observations, écrites ou orales, dans le délai d'un mois, le cas échéant, assisté d'un conseil ou représenté par un mandataire de son choix. Au terme de cette procédure, le préfet peut, par une décision motivée qui indique les voies et délais de recours, prononcer une amende administrative dont le montant tient compte de la gravité des manquements constatés et des avantages qui en sont retirés et qui ne peut excéder 750 € pour une personne physique et 3 750 € pour une personne morale par tonne de déchets d'équipements électriques et électroniques. La décision mentionne le délai et les modalités de paiement de l'amende. L'amende est recouvrée conformément aux dispositions du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique. Constats : L'exploitant indique qu'il ne réceptionne pas de déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) sur son site en tant que tels. Cependant, il arrive que des DEEE soient trouvés ponctuellement dans des lots d'autres types de déchets (ex : ferrailles). Ces DEEE sont alors rassemblés dans une benne et l'exploitant indique les faire évacuer une à deux fois par an par l'entreprise DEREKO, dont il ne sait cependant pas si cette entreprise a contracté avec un éco-

organisme ou si elle a mis en place un système individuel agréé. L'Inspection des installations classées constate par ailleurs que le site DEREKO de Limay n'est pas classé au titre de la rubrique 2711 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), et donc qu'il n'est pas autorisé à recevoir des déchets d'équipements électriques et électroniques au titre de la réglementation ICPE.

L'exploitant indique avoir sollicité en novembre 2023 l'éco-organisme Ecosystem afin d'établir un contrat relatif à la gestion des DEEE et que le contrat est en cours de rédaction. À ce jour, cependant, celui-ci n'est pas finalisé.

Non-conformité n°20240411-NC-01 : L'exploitant ne dispose pas d'un contrat avec un éco-organisme agréé pour recevoir des déchets d'équipements électriques et électroniques. Il conclut ce contrat sous un délai de 4 mois ou dirige ses flux de DEEE vers une entreprise habilitée à les recevoir (justificatif à l'appui).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 4 mois

N° 4 : Contrôle de la nature des déchets entrants et sortants

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2022, article R. 541-45
Thème(s) : Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets – Utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.
Constats : L'exploitant présente à l'équipe d'inspection son compte TrackDéchets et les bordereaux de suivi de déchets (BSD) qui y figurent. L'équipe d'inspection contrôle par sondage les BSD du 28/08/2023 et du 31/08/2023. Elle constate : <ul style="list-style-type: none">- que le BSD du 28/08/2023 (1 citerne de déchets 13 05 07*) est dûment complété et signé ;- que les parties 10., 11. et 12. du BSD du 31/08/2023 (1 benne de déchets 16 02 16) concernant la réception par l'installation de destination, la réalisation des opérations de traitement et la destination prévue n'ont pas été complétées. L'exploitant indique par courriel du 28/05/2024 que : <ul style="list-style-type: none">- la prestation concernait l'évacuation d'une étuve en INOX possédant encore un coffret électrique ;- SUEZ a bien réceptionné cette étuve dont les parties métalliques ont été valorisées dans le gisement de leur filière Next métal. L'armoire électrique a quant à elle été démantelée pour être valorisée dans leur atelier câble. Il n'y a donc pas eu d'évacuation de ces déchets d'équipements électriques et électroniques et le bordereau n'avait plus lieu d'être, le déchet ayant été valorisé en interne. L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 04/08/2006, article 7.6.3
Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
Prescription contrôlée : <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none">- quatre poteaux ou bouches d'incendie de 60 m³/h situés autour du site sur les voiries avoisinantes ;- un réseau fixe d'eau incendie protégé contre le gel et alimenté par le réseau public et / ou par une réserve d'eau, assurant un débit minimal d'eau d'extinction de 240 m³/h pendant 2 heures, sous une pression dynamique minimale de 1 bar sans dépasser 8 bar ; ce réseau est au minimum constitué par des canalisations incongelables de diamètre 100 mm et comportant des raccords normalisés,- 9 robinets d'incendie armés conformes à la règle RS de l'A.P.S.A.D. et protégés du gel, répartis dans les locaux à proximité des issues et à proximité des aires extérieures de stockage de produits combustibles, disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par 2 lances en directions opposées ;- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans les locaux, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant un risque spécifique et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets. Les extincteurs sont positionnés de façon à être bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés;- un système de détection de fumée installé au niveau de la fosse (zone 5) doublé d'une alarme manuelle;- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles. Les canalisations constituant le réseau d'incendie sont calculées pour obtenir les débits et pressions nécessaires en n'importe quel emplacement. L'établissement dispose en toute circonstance de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation du réseau d'eau d'incendie. Dans le cas d'une ressource en eau incendie extérieure à l'établissement, l'exploitant s'assure de sa disponibilité opérationnelle permanente.
Constats : <p>L'équipe d'inspection constate :</p> <ul style="list-style-type: none">- la présence de 12 RIA dont l'un n'a pas été étiqueté, l'exploitant indique que, suite à la restructuration du site, 3 RIA ont en effet été ajoutés. Seuls 11 ont été comptabilisés dans le rapport. Il indique également que l'ensemble des RIA sont pourvus de cordons chauffants ;- la présence d'extincteurs répartis sur l'ensemble du site ;- la présence de deux poteaux incendie (n°30 et 31) à l'extérieur du site ;- la présence de réserves de sable en plusieurs endroits du site, dont une présente un stock faible ; <p>L'exploitant présente à l'équipe d'inspection :</p> <ul style="list-style-type: none">- le rapport d'intervention n°03510928-001 de la société DESAUTEL pour le contrôle de 11 Robinets d'Extinction Incendie (RIA) ;- le rapport d'intervention n°03510929-001 de la société DESAUTEL pour le contrôle de 37 extincteurs ;

- le rapport d'essai des poteaux incendie n°30 et 31 réalisé par SUEZ et daté du 07/06/2021, indiquant des pressions résiduelles respectives de 6,8 et 3 bar pour un débit de 120 m3/h chacun en fonctionnement simultané.

L'exploitant indique par ailleurs :

- que l'ensemble du site est sur caméra thermique, en substitution au système de détection de fumée qui était défectueux ;
- que les caméras thermiques sont supervisées par le pont bascule en journée et que le responsable de site dispose également d'un écran permettant de les visualiser depuis son poste de travail (postes de surveillance visualisés par l'équipe d'inspection lors de la visite sur site) ;
- qu'une télésurveillance est mise en place 24h/24 ;
- que le responsable du centre de tri est d'astreinte 24h/24, 7j/7 ;
- que si nécessaire, le renvoi est directement fait vers les pompiers ou la police.

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée. Elle invite cependant l'exploitant :

- à réapprovisionner les bacs de sable présentant des stocks faibles ;
- à apporter des compléments au dossier de porter-à-connaissance en cours d'instruction afin de solliciter la mise à jour des dispositions applicables à l'installation concernant le nombre de poteaux ou bouches d'incendie dont il doit disposer. Il est notamment attendu une justification concernant la zone couverte par les deux poteaux incendie existants si aucun ouvrage supplémentaire n'est prévu. A noter que le dossier mentionne 4 poteaux incendie en p. 87 et que le rapport d'inspection du 17 mai 2019 ne faisait état que de deux poteaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/08/2006, article 7.3.4

Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage

Prescription contrôlée :

Article 7.3.4:

La toiture des locaux abritant les installations est réalisée en éléments incombustibles. Elle comporte des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle ou à ouverture permanente dont la surface est au moins égale à 0,25 % de la surface totale de la toiture. L'ensemble de ces éléments est situé à au moins 4 mètres du mur coupe-feu prévu à l'article 7.3.1 du présent arrêté. En outre, le bâtiment comporte des ouvertures latérales permanentes dont la surface est au moins égale à 2% de la surface totale de la toiture.

Constats :

L'exploitant présente le rapport d'intervention n°03576775-001 du 17/10/2023 de la société DESAUTEL pour le contrôle du bon fonctionnement du système de désenfumage .

L'équipe d'inspection constate par ailleurs la mise en place d'un système de désenfumage au niveau du bâtiment, ainsi que le fait que celui-ci est semi-ouvert et donc que les amenées d'air sont importantes.

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite